

XXI Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

Discours par

**HOCINE AIT AHMED**

**Président du Front des Forces Socialistes, Algérie**

Vérifier au moment de la remise

Monsieur le Président,  
Chers amis,

Le XXIème Congrès de l'Internationale Socialiste m'offre l'occasion de rendre un vibrant hommage à Pierre Mauroy qui a conduit avec succès la croissance mais aussi la mutation indispensable de notre organisation.

Je salue également votre action à l'endroit de l'Algérie et le soutien, qu'avec tous nos amis ici présents, vous n'avez cessé de nous apporter dans notre combat pour la paix, la réconciliation nationale et la démocratie en Algérie.

Je soulignerais tout particulièrement votre jugement clairvoyant sur les causes du drame qui n'a pas fini d'endeuiller mon pays et votre engagement constant pour une issue pacifique et politique à ce conflit.

Par delà des remerciements rituels, je voudrais vous dire combien ces soutiens ont été précieux. Précieux, car ils ont réconforté les Algériens qui désespéraient d'être massacrés dans une indifférence quasi générale. Précieux, car votre soutien a aussi soulevé l'espoir de voir l'IS et les gouvernements s'impliquer davantage dans la recherche d'un règlement pacifique à une crise qui dure depuis plus de sept ans.

De nombreux exemples ont montré, s'il en était besoin, que la violence et la guerre ne sont pas une fatalité. Elle sont encore moins une sorte de ...« nécessité historique » pour les pays mal ou peu développés, ou pour des pays en prise avec des sociétés plurielles sur le plan politique, culturel ou linguistique...

Notre organisation a souvent facilité et abrité les premiers pas d'un rapprochement entre adversaires. Faut-il rappeler ici que de nombreux conflits armés ont trouvé leur solution à travers le dialogue et la négociation et dans le respect des pluralismes? Je ne citerai que l'Afrique du sud. En dépit des haines accumulées, noirs et blancs sont parvenus à un compromis politique. Ils ont prouvé par là même que la paix est d'abord un processus politique. Qu'elle est le résultat d'une **volonté politique**.

Car la paix ne se décrète pas. Elle se construit **ensemble** et patiemment. Et nécessite la solidarité de tous ceux qui savent qu'elle est un gage - **le seul** - de **stabilité et de développement durable**.

Chers amis,

Vous m'avez demandé d'intervenir sur « paix et solidarité ». Je serais tenté d'ajouter: « Paix et solidarité, pour quoi faire ? ». La réponse ne supporte pas le doute. Il s'agit de faire décoller les pays du sud et, partant, d'en assurer la démocratisation sans laquelle tout espoir de paix et de stabilité n'est qu'illusion. Dès lors, vous ne serez pas étonné que j'évoque ce sujet à travers la crise algérienne. Parceque c'est mon pays, bien sûr. Mais aussi parceque la tragédie que nous vivons illustre mieux que tout autre le besoin de solidarité en faveur de la paix et de la démocratie. Parcequ'elle montre aussi qu'un déficit de solidarité internationale travaille contre l'espoir.

Six scrutins en quatre ans n'ont en fait apporté aucun signe d'un changement de fond ou d'amorce d'un rétablissement de la confiance. Exclusion, précarité, violences - endiguées peut-être, mais toujours présentes - demeurent notre lot.

Après deux présidentielles, il n'y a ni paix, ni ouverture sur la société. Le nouveau chef de l'exécutif s'est empêtré dans les sempiternelles querelles de sérail. Il a épuisé toutes les promesses qu'il pouvait faire sans en concrétiser réellement une seule.

Mon parti, moi même, ne sommes pas des partisans du tout ou rien.

Si nous l'étions, je n'aurais pas accepté d'engager ma crédibilité en participant à une élection qui aura finalement été la mascarade qui s'annonçait. Je l'ai fait par esprit de responsabilité et sans

2

illusion sur les résultats que le pouvoir nous octroierait. Il fallait tout tenter pour que ce scrutin ne soit pas une nouvelle occasion perdue. Nous nous devons d'élargir l'espace politique des forces démocratiques. D'imposer, pendant la campagne, un débat sur les revendications prioritaires de la population: paix, réconciliation, libertés et vie décente. Nous avons fait oeuvre pédagogique, amorcé une dynamique populaire et martelé la nécessité d'établir un minimum de règles du jeu politique. On connaît la suite...

Nous ne sommes pas non plus des rêveurs qui rejetteraient une « perestroïka » au prétexte qu'elle viendrait de l'intérieur du système. Nous avons toujours espéré détecter, à l'intérieur d'un régime terriblement opaque, des chances d'ouverture et d'évolution. Nous applaudissons toute initiative visant à réduire les niveaux de violence et à préserver des vies humaines. Convaincus que rien n'était possible tant que la peur et la méfiance domineraient, nous n'avons cessé de répéter que toute réconciliation passait par **des garanties sérieuses de tous à chacun.**

Mais qu'on ne demande pas au FFS et aux Algériens d'être dupes d'un show médiatique. Eux aussi ont voulu espérer. Ils désespèrent aujourd'hui face à l'absence de changement. Face à une politique-spectacle dans laquelle la manoeuvre, la ruse et la gestion par la confusion font office de programme et masquent de plus en plus difficilement l'immobilisme.

L'élection présidentielle anticipée aurait pu constituer une nouvelle chance pour l'amorce d'un vrai processus de paix et de démocratisation. Les « décideurs » du système en ont voulu autrement. En dépit - ou à cause! - de la formidable dynamique en faveur de la paix qui s'est exprimée pendant la campagne électorale, ils ont imposé celui qu'ils considéraient comme le meilleur garant de la pérennité du système.

Les Algériennes et les Algériens ont prouvé leur capacité à se mobiliser pacifiquement.. Il ont fait preuve d'une maturité politique qui n'a rien à envier aux nations développées.

En Indonésie, la présidentielle a débouché sur l'ouverture d'un dialogue et la mise en place d'un gouvernement de sursaut national, représentatif et pluraliste.

Mon pays doit-il encore et toujours déroger à cette règle universellement admise qu'une crise politique n'a d'autre solution que politique? Dans la transparence, la tolérance et le respect du pluralisme.

Les Algériens doivent-ils attendre une fois de plus que la communauté internationale revienne des illusions qu'elle nourrit après chaque scrutin?

Chers amis,

Ne nous leurrions pas. Il n'existe pas aujourd'hui en Algérie de processus susceptible d'aboutir à une véritable réconciliation nationale. Il n'existe qu'une démarche opaque et judiciaire qui ne peut être assimilée à un processus de paix.

Nous ne pouvons pas applaudir une agitation de la société....civilo-militaire sous peine d'induire en erreur nos partenaires et surtout les Algériens. Une agitation de ceux qui découvrent les vertus de la paix après avoir organisé de véritables procès en sorcellerie à l'encontre de tous ceux qui osaient s'élever contre les tueries et proposer des mesures concrètes pour y mettre fin.

Depuis la nouvelle grand messe référendaire du 16 septembre, les autorités n'ont donné aucun signe d'une volonté de changement. Au contraire. Tout paraît gelé. Le régime politique reste bloqué par l'omerta, l'impunité et les luttes pour le pouvoir.

Tout laisse à penser que la loi dite de « concorde civile » ne constitue qu'une étape dans l'entreprise de restructuration et de restauration autoritaire du système.

Une nouvelle constitution se prépare. Les informations qui nous parviennent font état d'une volonté de restreindre encore plus le champ des libertés.

Sommes nous condamnés à voir défiler autant de présidents imposés que de constitutions octroyées?

3

Seul un processus graduel, ordonné et consensuel de retrait de l'armée et de la police politique du champ politique permettra à terme l'élection d'une assemblée nationale constituante. La construction d'un état de droit exige en effet que soient consacrés les droits fondamentaux de la personne humaine, l'exercice des libertés, les pluralismes politique, culturel, confessionnel et linguistique ainsi que la séparation et la sécularisation des pouvoirs.

Chers amis,

Je disais tout à l'heure « paix et solidarité pour assurer le développement et la stabilité ». Est-il nécessaire de rappeler dans ce cadre que les droits de l'Homme ne sont pas seulement un impératif moral. Mais un gage de stabilité et de développement. Ne tombons pas dans le piège de ceux qui font semblant de penser que c'est le développement qui amène la démocratie et qu'on peut donc tolérer des régimes totalitaires.

Qui pourrait nier que c'est l'absence de libertés et les exclusions sociales qui ont favorisé les intégrismes dans notre pays? Ce sont des années d'autoritarisme, d'injustice, de règne du non droit et de l'arbitraire, l'absence de vie politique qui ont fait le lit de tous les extrémismes.

Comment oublier la responsabilité première du système dans l'apparition de l'islamisme politique et radical qu'on n'a pas hésité à jouer contre le mouvement démocratique? Comment accepter, après sept ans d'affrontements, qu'on utilise à nouveau les mosquées pour mobiliser la population en faveur du « Oui » au dernier référendum?

Derrière des institutions civiles de façade et au nom tour à tour du nationalisme, de l'islam, du socialisme, de l'arabisme et, aujourd'hui de la réhabilitation de l'Etat, l'armée et la police politique continuent de dominer l'Etat et la société.

Une croisade est menée contre le pluralisme. Les rares partis qui pèsent sur la scène politique sont la cible de réelles manoeuvres de destabilisation. Le FFS en fait partie et a besoin dans ce cadre d'un soutien concret et constant.

L'absence de tout dialogue et de toute ouverture politique tranparaît dans le refus du chef de l'Etat de voir les partis et les associations autonomes jouer le rôle de médiation entre pouvoir et société.

Le culte de l'unanimité se traduit par de nombreuses tentatives de réaliser des OPA sur les forces politiques et sociales qui défendent leur autonomie et leur liberté d'action.

Ces visées totalitaires font peser sur le pays des risques sérieux de reproduction de la violence. Si rien n'est fait en outre pour arrêter la paupérisation galopante que nous connaissons et qui touche désormais les classes moyennes, la détresse peut, à tout moment, déboucher sur une explosion sociale.

Du rééchelonnement de la dette en ajustement structurels, l'injection de capitaux se perd dans les méandres des circuits informels et parasites qui ne servent en rien le développement. Au bout du compte, cela ne fait que grossir les rangs des exclus. C'est à dire **l'armée de réserve de tous les intégrismes.**

La démagogie populiste aidant, cette situation risque de nous mener tout droit à des aventures que, vous Européens, avaient trop bien connu...

Chers amis,

En 1998, une révolution de palais a dynamité la stabilité qui est pour nous une condition de sortie de crise. Nous n'avons cessé de dire que cette instabilité risquait de durer car elle est générée par le fonctionnement même du système. Ce sont les luttes de clans internes qui engendrent le conflit. Aujourd'hui, beaucoup d'entre vous demandent si nous sommes à la veille d'une nouvelle révolution de

Palais. Cela revient à commettre une erreur fondamentale. En mettant en balance le chef de l'état d'un côté et l'armée de l'autre, on oublie que le premier appartient à un clan du système dont les luttes internes ~~ont~~ fragilisent l'Etat et désespèrent la population.

L'impunité dans les violences comme dans les truquages électoraux ont encouragé le pouvoir à camper sur ses refus. Les blocages sont tels aujourd'hui qu'une évolution significative ne se fera pas sans pressions des partenaires de l'Algérie -Union européenne, pays euro-méditerranées et Etats-. L'opération de séduction venue d'Alger à laquelle nous assistons tous les jours montre que derrière une agressivité calculée, Alger y est très perméable.

L'Algérie, la région toute entière ont besoin de paix, de développement et de stabilité et donc de démocratisation. Ce n'est pas en soufflant le chaud et le froid au gré des calculs tactiques ou de rapports de force parfaitement obscurs qu'on y parviendra et surtout qu'on mettra notre région du Maghreb à l'abri des extrémismes.

Le statu quo ne fera qu'aggraver la militarisation de l'Algérie et donc compromettre toute perspective de régler les problèmes qui entretiennent l'instabilité de la région, notamment au Sahara Occidental. Or la perpétuation des tensions contribue à empêcher l'indispensable intégration maghrébine et la création d'un marché commun. Or seule l'intégration économique du Maghreb est capable de freiner le chômage et donc de combattre la fatalité de l'exode par un minimum de confiance et d'espoir.

A la veille du troisième millénaire, la construction d'un Maghreb démocratique doit être l'affaire de tous les Maghrébins et de toutes les Maghrébines. C'est un impératif de développement incontournable. Elle conditionne la paix et la sécurité en Méditerranée ~~occidentale~~.

Chers amis,

L'internationale socialiste, la plus importante des organisations dans le monde, se doit de répondre aux espérances de paix et de démocratie. Elle doit rester fidèle à une éthique : ne pas évacuer les droits de l'homme au nom de la raison d'Etat ou de je ne sais quel discours sur la « spécificité » qui sert depuis longtemps de refuge aux dictatures. Le recours au Tribunal Pénal International donne de grands espoirs aux populations. L'affaire Pinochet, en dépit d'une procédure judiciaire laborieuse, ébranle l'impunité dont jouissent de nombreux dictateurs.

- 1- Les économies du sud n'ont pas encore passé le cap de la transition vers le marché. Elles encourent de graves risques d'échec car elles sont découplées de l'ouverture politique et d'un réel Etat de droit. Sans la réunion de ces deux conditions fondamentales, les thérapies des institutions financières internationales sont inopérantes et livrent les peuples au désespoir et à la violence. Cela commande que l'Internationale Socialiste s'investisse dans des actions fortes de solidarité et de soutien aux causes qui privilégient les normes universelles de l'Etat de Droit.
- 2-
- 3- L'Organisation Mondiale du Commerce doit tenir prochainement son prochain round de négociation pour une plus grande libéralisation du commerce international. L'O.M.C. devrait à cette occasion faire valoir ses principes de solidarité à l'égard des pays économiquement faibles en les aidant à mieux évaluer les coûts d'une libéralisation sauvage et à obtenir des préférences favorables et des compensations lors de l'application de nouveaux accords. Tout doit être pour faciliter l'accès de ces pays aux marchés des pays riches et leur intégration dans l'économie mondiale.
- 4- En juin prochain, se tient à Genève, une session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre des résultats du sommet mondial sur le développement social. Ce sommet des chefs d'Etat et de gouvernements constitue une excellente opportunité pour l'O.M.C. de faire valoir ses analyses sur les conséquences de la mondialisation et la nécessaire prise en charge des effets

sociaux négatifs qui aggravent la situation des pays les moins avancés et des populations les plus démunies de la planète. Ce sommet est également un excellent cadre d'intervention pour plaider l'annulation de la dette des pays en développement les plus endettés, en veillant à ce que les ressources ainsi dégagées servent à financer les projets et programmes de lutte contre la pauvreté dans ces pays.

- 5- Dans toutes ces conférences internationales, où se déterminent les enjeux de la mondialisation, le poids des pays en développement est faible à cause de leur division et de leur faible capacité d'expertise et de négociation. Face à cette situation, l'I.S. se doit de promouvoir et de renforcer les groupements régionaux de ces pays. Dans le cas du Maghreb, il est regrettable que l'Union Européenne engage des négociations séparées avec chacun de ces pays, au lieu de favoriser un accord régional global avec les pays du Maghreb qui représentent un marché d'une centaine de millions de personnes au sud de l'Europe. cette démarche bilatérale entraîne des traitements différenciés sur le plan politique, économique et social qui ne favorisent ni l'intégration régionale, ni la construction de l'espace euro-méditerranéen et ne contribue pas à instaurer la paix et la démocratie dans la région.